

L'AGRICULTURE

LE BOYCOTTAGE DU BŒUF ET DU PORC—L'ÉTUDE DU
PROJET DE RÉDUCTION DES DROITS D'ENTRÉE SUR
CERTAINS PRODUITS

M. G. H. Whittaker (Okanagan Boundary): Monsieur l'Orateur, le ministre de l'Agriculture nous dira-t-il ce qu'il compte faire pour les agriculteurs canadiens au sujet du boycottage de la viande de bœuf et de porc?

M. l'Orateur: On pourrait autoriser le ministre à répondre brièvement, mais normalement une question de ce genre nécessite une déclaration à l'appel des motions. Le député pourrait peut-être poser sa question d'une autre manière.

M. Whittaker: J'ai une question supplémentaire. Le comité que le ministre a parlé de créer pour étudier la diminution des droits de douane sur les produits agricoles est-il en fonction et, dans l'affirmative, où en sont les discussions?

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Bien sûr, monsieur l'Orateur. Les membres du comité travaillent tout le temps sur cette question. Ils nous ont remis quelques comptes rendus préliminaires. En ce qui concerne la première question, je peux uniquement dire qu'il s'agit d'un pays libre et que les gens peuvent faire ce qu'ils veulent.

M. Baldwin: A moins qu'ils ne fassent partie de l'opposition.

M. Whelan: Je ne pense pas qu'à longue échéance, les éleveurs de bœuf en souffrent le moins.

* * *

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'AUGMENTATION DU PRIX DU SUCRE—LES MESURES
ENVISAGÉES

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais demander au ministre des Finances ce qu'il a fait pour compenser la hausse de prix annoncée par une importante raffinerie de sucre canadienne; cette hausse pourrait très bien annuler l'effet de la diminution de la taxe de vente sur le chocolat et sur certaines boissons sucrées proposées par le ministre dans le budget; elle pourrait également entraîner une forte hausse du prix des aliments.

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Cette question pose un problème, monsieur l'Orateur en ce sens

Questions orales

que le prix du sucre a été augmenté à la suite d'un accord mondial. Il faudrait que je voie ce que je peux faire dans ce cas.

M. McGrath: Puis-je demander au ministre s'il a participé aux discussions avec la raffinerie de sucre en question avant l'annonce de l'augmentation des prix?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Non, monsieur.

* * *

LES TRANSPORTS

LE SERVICE-VOYAGEURS DANS LE SUD-OUEST DE
L'ONTARIO—LE PROJET D'ENTRETIENS
DAVIS-MARCHAND

M. Perrin Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Monsieur l'Orateur, le 16 mars, le ministre des Transports a déclaré à la Chambre en réponse à une de mes questions qu'il souhaitait rencontrer le ministre ontarien des transports et des communications ainsi que le premier ministre de l'Ontario pour discuter des services ferroviaires dans le sud-ouest de l'Ontario. Ces rencontres ont-elles déjà eu lieu? Sinon, quand auront-elles lieu? Si oui, a-t-on décidé de rétablir les services ferroviaires dans notre région de la province?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas encore rencontré le premier ministre de l'Ontario ni même M. Carton. Nous élaborons actuellement les termes du mandat du bureau d'études. Dès que cela sera fait j'essaierai de rencontrer le premier ministre Davis et M. Carton ainsi que l'autre ministre chargé des relations intergouvernementales.

M. Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Le ministre peut-il nous dire quand cette rencontre aura lieu?

M. Marchand (Langelier): Ce ne sera certainement pas avant que les termes du mandat soient mis au point. Après cela il faudra savoir quand je pourrai me rendre à Toronto et quand les autres parties seront en mesure de me rencontrer. Il y a quelques problèmes à ce sujet.

* * *

LE REVENU NATIONAL

DEMANDE DE RÉNOVATION DU BUREAU DES DOUANES
DE SIDNEY, C.-B.

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur je ne poserai pas de question supplémentaire si je reçois une réponse claire. Ma question fait suite à une visite du ministre du Revenu national à Sidney en Colombie-Britannique alors qu'il a déclaré que Sidney disposait maintenant de services douaniers. Le ministre peut-il dire à la Chambre si ces services prévus dans la loi seront continués?

M. l'Orateur: A mon avis cette question devrait être inscrite au *Feuilleton*. Si elle a un caractère urgent, nous pourrions l'examiner au moment de l'ajournement.